

Point de Presse du Conseil d'Etat

30 octobre 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	5
Soutien financier à diverses organisations à but humanitaire	5
Aide financière accordée à deux organismes actifs dans le domaine humanitaire	6
Remerciements au directeur général de l'ONUG suite à son départ	7
Genève-Confédération	8
Projet d'agglomération : programme prévu par la Confédération à partir de 2015	8
Genève	9
Réformer l'outil PLQ pour retrouver l'envie d'inventer la ville	9
Création de deux nouvelles facultés à l'Université de Genève.....	10
Immeubles locatifs : taux de capitalisation pour l'année fiscale 2013	11
Compensation des effets de la progression à froid	12
Oui à une nouvelle gravière sur le territoire des communes d'Aire-la-Ville et de Bernex.....	12
Echange de parcelles sur la commune de Bardonnex	12
Classement de la « Maison Vautrain » en Ville de Genève.....	13
Nouvelles dénominations à Meyrin et Satigny	13
Renouvellement du contrat de prestations de l'Hospice général.....	14
Fondation pour les zones agricoles spéciales : rapport annuel de gestion approuvé	14
Soutien aux sportifs genevois en préparation pour les Jeux olympiques et paralympiques de Rio 2016.	14
Soutien à la pratique du judo	15
Validation partielle des scrutins du 22 septembre 2013 et validation des résultats du premier tour de l'élection du Conseil d'Etat du 6 octobre 2013	15
Second tour de l'élection du Conseil d'Etat du 10 novembre 2013 et votation du 24 novembre 2013: envoi du matériel de vote.....	16
Changements de conseillers et conseillères municipaux	16
Entrée en vigueur de lois	18
Agenda des invitations à la presse	19

Genève internationale

Soutien financier à diverses organisations à but humanitaire

Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 300'000 francs sur trois ans (2013-2015) à l'Entraide protestante suisse (EPER) pour son projet d'intégration sociale des Roms en Serbie.

Le projet entend améliorer les conditions de vie dans les campements roms – dont près de la moitié sont considérés comme des bidonvilles – par des travaux d'assainissement et de rénovation. Le soutien scolaire ainsi que l'accès à la formation et à l'emploi seront également favorisés. Un service de conseils sur les droits des Roms sera également mis en place afin que ceux-ci accèdent aux services publics, notamment de santé.

Le projet impliquera activement les communautés roms et les municipalités locales, dont les capacités de planification et d'intervention seront renforcées afin qu'elles accèdent aux fonds multilatéraux en faveur des Roms. Le projet bénéficiera à environ 15'000 Roms ainsi qu'à 400 activistes d'associations roms et autant d'employés municipaux.



Par ailleurs, le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 330'000 francs sur trois ans (2013-2015) à la Fondation Swisscontact pour son projet d'éco-communautés en Bolivie. Ce dernier fait suite à un programme soutenu par le canton en 2011 et 2012, qui a permis d'établir un système de collecte, de traitement et de recyclage des déchets ménagers à El Alto, La Paz, Cochabamba et Santa-Cruz.

Le projet consolidera les résultats de la première phase, tout en intégrant la problématique de l'eau à celle des déchets. Il permettra d'améliorer la qualité de l'environnement et d'augmenter les moyens d'existence des communautés locales, activement impliquées dans le tri des déchets, grâce à une gestion efficace des ressources et la promotion d'emplois verts. Il visera en outre à améliorer les services de base ainsi que le cadre réglementaire de la gestion des ressources.

Sont notamment prévus des campagnes de sensibilisation de la population, la collaboration avec des entreprises vertes, l'assistance technique, la formation professionnelle et le renforcement des capacités des partenaires stratégiques.

Le gouvernement genevois a en outre octroyé un montant total de 370'000 francs pour la période 2013-2015 à Médecins sans frontières Suisse (MSF) pour son projet de lutte contre le paludisme en Guinée.

Le projet permettra de soutenir les structures de santé dans la préfecture de Guéckédou, sur la base d'un modèle optimal de prévention et de prise en charge du paludisme développé par MSF. Ce modèle sera répliqué dans d'autres régions de Guinée, en collaboration avec les autorités sanitaires. MSF entend aussi poursuivre ses efforts de lutte contre le paludisme en combinant études et activités médicales relatives au traitement préventif du paludisme



chez les enfants. En Guinée, le paludisme est endémique, à l'origine des taux de mortalité et de morbidité les plus élevés auprès des populations vulnérables (notamment femmes enceintes et jeunes enfants).

Enfin, le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 507'128 francs sur trois ans (2013-2015) à l'Association pour la prévention de la torture, afin de soutenir les initiatives nationales et régionales de prévention de la torture en Thaïlande, aux Philippines, en Indonésie et au Népal.

Ce projet s'inscrit dans la suite du projet 2010-2012 financé par le canton. Il a pour objectif de faire progresser la prévention de la torture dans les pays concernés, avec des activités qui varient selon le niveau d'avancement de la cause. Des formations sont ainsi prévues afin de renforcer la criminalisation de la torture et la transparence dans les lieux de détention, mais aussi de consolider les capacités des forces de l'ordre et des représentants de la justice.



Le projet entend également créer une dynamique régionale grâce à des conférences et ateliers visant à faire valoir un partage d'expériences et à renforcer le suivi des recommandations des organes onusiens.

Pour toute information complémentaire: Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Aide financière accordée à deux organismes actifs dans le domaine humanitaire

Le Conseil d'Etat a renouvelé pour trois ans son soutien au Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix ([CIFEDHOP](#)), à raison de 80'000 francs par année.

Depuis 1987, la fondation CIFEDHOP forme du personnel enseignant à l'éducation aux droits humains et à la compréhension du fonctionnement des mécanismes onusiens spécialisés. Dans ce but, elle organise à Genève des séminaires, produit une documentation appropriée et œuvre au renforcement international de réseaux éducatifs ainsi sensibilisés. Les enseignants qui sont formés contribuent en outre, une fois de retour au pays, à faire remonter vers le Conseil des droits de l'homme des informations pouvant lui être utiles dans le cadre de l'examen périodique universel des Etats.

Par ailleurs, le gouvernement genevois a renouvelé, pour la période 2014-2016, le soutien financier annuel de 50'000 francs qu'il accorde au Centre Europe Tiers monde ([CETIM](#)).

Cette contribution permettra au CETIM d'encadrer chaque année des délégués d'organisations paysannes et des étudiants dans le cadre de leur participation aux organes onusiens de défense des droits humains. Le CETIM organisera à leur attention des sessions spécifiques de formation et des conférences publiques en prolongement de cette action. Les objectifs de ce contrat de prestations privilégient ainsi la présence à Genève d'étudiants et délégués plutôt que la réalisation de publications.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.

Remerciements au directeur général de l'ONUG suite à son départ



Le Conseil d'Etat a adressé ses chaleureux remerciements à M. **Kassym-Jomart Tokayev**, directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), à l'occasion de son départ de cette organisation. Le gouvernement genevois souligne le travail remarquable accompli par M. Tokayev au sein de l'ONUG au cours de son mandat et la qualité de son engagement en faveur du renforcement de la Genève internationale.

A cet égard, il relève l'importance prioritaire accordée par M. Tokayev aux liens du Palais des Nations avec le public, qui ont grandement contribué à accroître la proximité de l'ONUG avec la population locale.

Genève-Confédération

Projet d'agglomération : programme prévu par la Confédération à partir de 2015

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication sur l'arrêté fédéral sur la libération des crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2015. D'une manière générale, le Conseil d'Etat salue la volonté de la Confédération d'envisager un cofinancement durable, sans limite de temps, par la création d'un fonds à durée illimitée pour les routes nationales et le trafic d'agglomération.

Le gouvernement genevois estime cependant que le soutien financier de la Confédération au développement des infrastructures ferroviaires régionales, y compris sur le territoire français, devrait être reconsidéré. Dans le projet de rapport d'examen de mai 2013, la partie française du RER n'est en effet pas prise en compte pour un cofinancement fédéral, alors que l'efficacité du dispositif global en dépend.

L'arrêté fédéral prévoit d'allouer au projet d'agglomération de deuxième génération du Grand Genève un financement de 40% et un montant de cofinancement de 197,6 millions de francs. Ce taux atteste la reconnaissance, par les autorités fédérales, de l'urgence et de la qualité des mesures proposées pour améliorer la qualité de vie au sein de l'agglomération. C'était également le taux admis pour les mesures du projet d'agglomération de première génération (320 millions, dont 127,5 bénéficiant du cofinancement fédéral) et pour la construction de la liaison ferroviaire Cornavin – Eaux-Vives– Annemasse (CEVA).

La politique fédérale des agglomérations vise à améliorer la qualité de vie dans ces dernières, où vivent 75% des Suisses. La Confédération y consacre 6 milliards de francs. Sur cette somme, elle a affecté 2,5 milliards aux projets urgents (notamment, pour Genève, le CEVA, le TCMC et le TCOB). 1,5 milliard a été affecté aux projets d'agglomération de la première génération (2011-2014) et quelque 2 milliards seront en principe disponibles pour 2015 à 2022.

Pour toute information complémentaire : M. Sylvain Ferretti, chef du service du projet d'agglomération, direction de la planification directrice cantonale et régionale, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 44.

Réformer l'outil PLQ pour retrouver l'envie d'inventer la ville

Le Conseil d'Etat a pris connaissance du rapport du groupe de travail constitué en novembre 2012, sous l'impulsion du département de l'urbanisme, chargé de proposer une réforme du plan localisé de quartier (PLQ). Le gouvernement soutient ainsi l'évolution de cet outil fondamental de l'aménagement du territoire, qui vise une plus grande diversité et adaptabilité des projets, tout en plaçant la qualité du projet urbain au centre des préoccupations. Le Conseil d'Etat a également adopté un [projet de loi](#) pour permettre cette réforme, qui est transmis au Grand Conseil.

« Marre des barres », tel était le constat fait en novembre 2012 par le conseiller d'Etat François Longchamp lors de la Journée du logement. Afin de permettre plus de créativité et de diversité des formes urbaines, il a désigné une « task force PLQ » pour réfléchir à une réforme de cet outil de planification. Le [rapport de la task force](#) propose plusieurs pistes, pour définir des projets urbains dont la morphologie s'adapte d'une part au contexte (aspect spatial) mais aussi à la diversité des besoins (aspect social). La stabilité juridique que fournit le PLQ, tout comme le contrôle démocratique dont il fait l'objet, sont renforcés par la mise en place d'un processus de concertation dès le début des réflexions. Le nouvel outil PLQ sera au final moins contraignant sur la forme des bâtiments (rendant l'architecture aux architectes), mais tout aussi précis en ce qui concerne son rapport aux espaces publics existants et futurs ainsi que son programme d'affectation.

Modification de l'outil PLQ

L'aspect central des modifications proposées consiste à placer les espaces publics, et non plus les bâtiments, comme élément majeur du PLQ (inversion du regard). L'implantation précise des constructions et des parkings souterrains, telle que pratiquée aujourd'hui, n'est dorénavant plus obligatoire. En contrepartie, les principes de composition urbaine et d'aménagement des espaces publics seront mieux définis pour en augmenter la qualité. Cela implique des ajustements de l'art. 3 de la loi générale sur les zones de développement (L 135) qui définit le contenu minimal du PLQ.

S'agissant des bâtiments, on parlera désormais d'aire d'implantation. Il s'agit d'un ou de plusieurs volumes constructibles indiqués dans le périmètre du PLQ. Le programme se définit ainsi par trois composantes impératives: la hauteur maximale des constructions, la surface brute de plancher et la répartition des affectations. Cela permet de laisser la place à une meilleure expression architecturale et favorise la diversité des formes urbaines au sein du volume défini.

Pour renforcer encore la flexibilité de l'outil, il sera possible de délimiter des sous-périmètres, pour lesquels les règles d'aménagement de base ne seront précisées que dans un deuxième temps (PLQ de détails), une fois les porteurs de projets connus. Ces PLQ spécifiques pourront bénéficier d'une procédure d'adoption allégée. Les problématiques foncières et de financement de l'équipement pourront ainsi recevoir un premier traitement très en amont, à l'échelle de l'ensemble du périmètre, sans que les principes de composition urbaine et d'aménagement des espaces publics et collectifs n'y soient prédéterminés. Cette flexibilité est souhaitable en particulier lorsque les horizons de réalisation, sur une partie des parcelles concernées par le PLQ, sont plus lointains. Ce sera particulièrement utile dans le cas des périmètres de grande ampleur, notamment pour les grands projets.

Modification du processus d'élaboration des PLQ

Outre ces modifications relatives au contenu de l'outil PLQ, il est prévu de permettre la cession gratuite de terrains pour la réalisation d'équipements publics. De même, afin d'améliorer l'opérationnalité de l'outil, l'expropriation des droits à bâtir créés par un PLQ est rendue possible par une modification de la [loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique \(L 7 05\)](#). Elle ne devra toutefois être utilisée que comme *ultima ratio* de sorte à faciliter la réalisation de projets adoptés.

Aussi, selon les principes de la nouvelle Constitution, la concertation avec les interlocuteurs privilégiés que sont les communes et les propriétaires sera renforcée. En effet, des engagements formels seront pris pour définir un planning précis de concertation et désigner les acteurs pertinents lors des phases amont de l'élaboration du projet (dès les études d'opportunité et de faisabilité). Des bilans de concertation seront établis lors des principales étapes du processus.

Composition de la task force PLQ

La task force chargée d'élaborer la réflexion est composée des représentants des entités suivantes: office de l'urbanisme (département de l'urbanisme), Fédération suisse de urbanistes, Fédération des architectes et ingénieurs de Genève, Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif, Association des promoteurs constructeurs genevois, commission de l'urbanisme, commission de l'architecture ainsi que l'architecte cantonal. Cette entité est épaulée par un groupe de consultation, chargé de réagir aux propositions de la task force. Il se compose de représentants des communes, de l'administration cantonale, d'associations et de fondations. Des experts ont également été consultés à diverses reprises sur des sujets spécifiques. Ils se sont joints à la task force et au groupe de consultation lors d'ateliers élargis.

(Voir [présentation](#))

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat chargé du département de l'urbanisme (en contactant Mme Rafaèle Gross, chargée de communication, DU, ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25).

Création de deux nouvelles facultés à l'Université de Genève

Le Conseil d'Etat a ratifié la création de deux unités principales d'enseignement et de recherche (UPER) dans le cadre de la réorganisation de la faculté des sciences économiques et sociales (SES) de l'Université de Genève.

Le gouvernement a suivi le projet de l'université de restructurer l'actuelle faculté des SES sur la base d'un projet qui a obtenu les préavis favorables de l'assemblée de l'université, du conseil d'orientation stratégique et du conseil rectorat-décanats, conformément à la [loi sur l'université](#).

Au terme d'un processus de consultation de plusieurs années, impliquant l'avis d'experts externes à l'université ainsi que de diverses instances de l'institution, en particulier celui du Conseil participatif de la faculté des SES, un consensus s'est dégagé quant à la nécessité de créer deux facultés, l'une consacrée à l'économie et au management, l'autre aux sciences sociales, politiques et aux politiques économiques, en lieu et place de l'actuelle faculté des SES.

La création de ces deux nouvelles facultés a pour objectif de réunir, pour chacune, un ensemble cohérent de disciplines afin d'améliorer la gouvernance et la collaboration interdisciplinaire. Le projet a également pour objectif de permettre au domaine des hautes études commerciales de développer une meilleure visibilité internationale.

Les deux nouvelles facultés verront formellement le jour au 1^{er} janvier 2014.

Pour toute information complémentaire : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15 ou 079 773 55 09.

Immeubles locatifs : taux de capitalisation pour l'année fiscale 2013

Le Conseil d'Etat a fixé les taux de capitalisation pour l'année fiscale 2013, servant à calculer la valeur fiscale des immeubles locatifs. Il a modifié en ce sens le règlement d'application de la [loi sur l'imposition des personnes physiques \(LIPP\)](#).

Les taux retenus reprennent les propositions de la commission paritaire d'experts instituée conformément à l'art. 50, lettre a, de la LIPP :

Catégories	2012 %	2013 %	variation
a) Immeubles de logements < 20 ans	5,29	5,07	- 4,2%
b) Immeubles de logements ≥ 20 ans	5,73	5,47	- 4,5%
c) Immeubles HBM, HLM, HCM, et HM	6,50	6,50	--
d) Immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans la zone d'affectation du sol 1		3,19	- 15,2%
	3,76		
e) Immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans la zone d'affectation du sol 2		4,37	+ 16,2%
f) Immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans les autres zones	5,50	5,19	- 5,6%

La catégorie actuelle d) a été scindée en deux (d et e) afin de distinguer les immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans la zone 1 (quartiers de la ville de Genève qui se trouvent dans les limites des anciennes fortifications) de ceux situés dans la zone 2 (quartiers édifiés sur le territoire des anciennes fortifications et quartiers nettement urbains qui leur sont contigus), en raison des grandes différences du marché constatées entre ces deux zones.

La valeur des immeubles locatifs est calculée en capitalisant l'état locatif annuel aux taux fixés chaque année. Les taux sont déterminés sur la base des transactions constatées sur le marché immobilier entre le 1^{er} janvier de l'année précédente et le 30 juin de l'année fiscale en cours, ou durant une période plus longue lorsque le nombre de transactions est très faible ou que certaines d'entre elles présentent un caractère exceptionnel. Pour les immeubles de la catégorie c), le taux se fonde sur le taux de rendement moyen admis par l'office financier du logement.

Pour toute information complémentaire : M. Yves Gendraud, directeur des personnes morales, des titres et de l'immobilier, DF, ☎ 022 327 79 49.

Compensation des effets de la progression à froid

Le Conseil d'Etat a modifié le [règlement relatif à la compensation des effets de la progression à froid](#) (RCEPF). La modification adoptée porte sur l'adaptation annuelle au renchérissement des barèmes d'impôts sur le revenu et sur la fortune pour l'année fiscale 2014.

La valeur de l'indice de renchérissement pour l'année fiscale 2014 (103,8) révèle une variation d'environ +0,10% par rapport à l'année fiscale 2013 (103,7 selon le RCEPF actuel).

L'indexation des barèmes en question a été prise en compte pour évaluer les recettes fiscales dans le cadre de la procédure budgétaire pour 2014.

Le nouveau règlement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Pour toute information complémentaire : M. Christophe Bopp, conseiller fiscal, administration fiscale cantonale, DF, ☎ 022 327 42 04.

Oui à une nouvelle gravière sur le territoire des communes d'Aire-la-Ville et de Bernex



Le Conseil d'Etat a approuvé le plan d'extraction concernant le lieu-dit « Sous-Bernex », sur le territoire des communes d'Aire-la-Ville et de Bernex. D'un volume global d'exploitation de 30,75 millions de m³, ce gisement constitue la plus importante réserve de gravier exploitable du canton.



Comparable à un plan localisé de quartier, ce plan d'extraction a fait l'objet d'un rapport d'impact sur l'environnement, ce qui a permis de définir les mesures concernant les contraintes techniques et environnementales liées à l'exploitation.

Cette ressource de gravier, dont l'exploitation sera coordonnée avec la réalisation du grand projet d'extension urbaine de Bernex, contribuera à assurer l'approvisionnement local du canton, notamment pour la réalisation des grands projets urbanistiques en cours d'élaboration.

Pour toute information complémentaire : M Jacques Martelain, directeur du service de géologie, sols et déchets, DIME, ☎ 022 546 70 70.

Echange de parcelles sur la commune de Bardonnex



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi portant sur la désaffectation de deux parcelles du domaine public de la commune de Bardonnex, en vue d'un échange selon un accord conclu avec la société Argramat.

Depuis la construction de la douane de Bardonnex, le chemin des Rupières est un cul-de-sac, situé dans le périmètre de l'entreprise de tuilerie et briqueterie exploitée par la société Argramat SA. Cette dernière, s'inquiétant du danger que représente son activité pour d'éventuels promeneurs fréquentant ce chemin situé au milieu d'une zone industrielle, a conclu un accord portant sur l'échange par la commune de cette partie du chemin des Rupières, ainsi que d'une deuxième

parcelle dont l'appartenance au domaine public était devenu sans objet, contre quatre parcelles agricoles appartenant à la société Argramat.

La désaffectation du domaine public des deux parcelles communales doit être approuvée par le Grand Conseil, conformément à l'article 11, alinéa 1, de la [loi sur le domaine public](#).

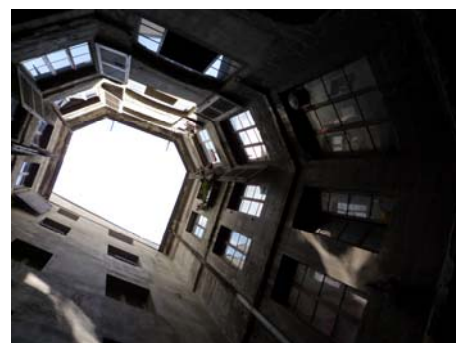
Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Classement de la « Maison Vautrain » en Ville de Genève

Le Conseil d'Etat a classé la « Maison Vautrain », située à l'angle de la Grand-Rue et de la rue du Cheval-Blanc, en Vieille-Ville de Genève.

Construit dans la première moitié du XVIII^e siècle à l'initiative de l'orfèvre Vincent Vautrain, cet immeuble est constitué d'un corps principal parallèle à la Grand-Rue. En 1787, une partie latérale a été ajoutée du côté de la rue du Cheval-Blanc.

Situé dans le périmètre protégé de la Vieille-Ville, le bâtiment présente un intérêt exceptionnel sur le plan de l'histoire de l'architecture genevoise du XVIII^e siècle. La mesure de protection mise en place s'étend à tous les éléments caractéristiques de l'immeuble, lequel fait l'objet d'un projet de restauration et de transformation qui répond aux exigences de conservation du patrimoine.



Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale et conservatrice des monuments, office du patrimoine et des sites, DU, ☎ 022 546 60 95.

Nouvelles dénominations à Meyrin et Satigny



Le Conseil d'Etat a entériné le nom de « parc des Arbères » et de « parc de la Découverte », proposés par la commune de Meyrin, pour deux parcs figurant au plan localisé de quartier (PLQ) du quartier des Vergers, à Meyrin. Le parc des Arbères reprend la dénomination du chemin des Arbères, qui traversait le périmètre du PLQ. Le parc de la Découverte, quant à lui, fait référence aux multiples découvertes de rang mondial faites au sein de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), située à proximité du quartier des Vergers.



Par ailleurs, le gouvernement genevois a adopté la proposition de la commune de Satigny d'appeler « route de Terre-Mousson » la nouvelle desserte créée près de la route de la Maison-Carrée, dans la zone industrielle du Bois-de-Bay. Cette dénomination fait référence au lieu-dit « Terre-Mousson ».

Toutes ces dénominations ont été au préalable préavisées favorablement par la commission cantonale de nomenclature.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIME, ☎ 022 546 72 01.

Renouvellement du contrat de prestations de l'Hospice général

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi accordant une indemnité d'un montant annuel de 78,2 millions de francs à l'Hospice général pour la prochaine période quadriennale. Ce projet de loi ratifie le contrat de prestations attribué à l'Hospice général.

Dans le cadre de la [loi sur l'Hospice général](#) du 17 mars 2006, ce contrat définit les objectifs, les indicateurs ainsi que la subvention de l'Etat nécessaire au fonctionnement de l'Hospice général pour les prestations déléguées à l'institution dans l'aide sociale et l'asile.

Cette subvention de fonctionnement de 78,2 millions de francs par année (identique depuis 2010) permet à l'Hospice général de suivre régulièrement les quelque 20'000 personnes qui sollicitent des prestations d'aide sociale tout en privilégiant les mesures visant à réinsérer rapidement et durablement ces personnes sur le marché du travail.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Fondation pour les zones agricoles spéciales : rapport annuel de gestion approuvé

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil le rapport administratif et financier de la Fondation pour les zones agricoles spéciales pour l'exercice 2012.

Durant l'année 2012, la fondation a poursuivi des démarches en vue de réaliser trois césures en liaison avec des projets de serres sur les communes de Veyrier, Troinex et Bernex. Ces aménagements, qui constituent des espaces à vocation environnementale et de gestion des eaux, s'inscrivent également dans le cadre de la [loi sur le financement des infrastructures agricoles durables](#). La fondation a par ailleurs poursuivi sa politique d'acquisitions foncières par l'achat de deux parcelles sur les communes de Bernex et de Troinex.

La mission première de la fondation est de favoriser la construction de serres au sein des périmètres des zones agricoles spéciales, destinées principalement à la production maraîchère et horticole hors sol, et d'assurer la réalisation des infrastructures connexes de ce développement (voiries, canaux de rétention et d'évacuation des eaux, etc.).

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Marc Sermet, direction générale de l'agriculture, DIME, ☎ 022 388 71 71.

Soutien aux sportifs genevois en préparation pour les Jeux olympiques et paralympiques de Rio 2016

A la suite d'une première expérience menée en 2012, le Conseil d'Etat a décidé de soutenir dès 2013, en partenariat avec la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises, les sportives et les sportifs dans le cadre de leur préparation aux Jeux olympiques et paralympiques de Rio 2016, en forme de reconnaissance pour l'effort accompli et de soutien matériel aux frais consentis durant leur préparation.

Ce soutien financier prend la forme d'une aide exceptionnelle du Fonds de l'aide au sport, d'un montant total de 55'000 francs. Cet appui constitue la première phase du projet « Team Genève 2016 ». Il est prévu d'être suivi d'attributions, en 2014, 2015 et 2016, aux sportives et sportifs genevois toujours en course pour une qualification à cet événement.

Onze sportives et sportifs genevois sont identifiés à ce jour par Swiss Olympic, l'association faîtière du sport suisse, comme étant susceptibles de participer aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Rio 2016.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 078 817 16 13.

Soutien à la pratique du judo

Le Conseil d'Etat a décidé de soutenir financièrement la mise en place par l'association Trako, fondée par M. Sergei Aschwanden, médaillé olympique de judo en 2008 à Pékin, d'un programme d'initiation et de sensibilisation à la pratique du judo dans deux écoles primaires du canton.

Déjà engagé dans plusieurs écoles vaudoises, ce programme permettra à plus de 600 enfants des écoles primaires du Lignon et des Palettes de bénéficier d'une introduction à la pratique du judo durant une heure par semaine pendant l'année scolaire 2013-2014. Ce projet pilote, élaboré en collaboration avec l'association cantonale genevoise de judo, et parrainé par Mme Juliane Robra, représentante de Genève aux Jeux olympiques de Londres 2012, vise notamment à renforcer les liens entre le sport associatif et l'école genevoise. Il fera l'objet d'une évaluation à son terme en vue de son éventuelle poursuite.

Ce soutien financier prend la forme d'une aide exceptionnelle du Fonds cantonal de l'aide au sport, d'un montant total de 81'500 francs. Cette somme permettra de financer les prestations d'encadrement par les moniteurs et l'achat de kimonos pour les enfants concernés par le projet.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 078 817 16 13.

Validation partielle des scrutins du 22 septembre 2013 et validation des résultats du premier tour de l'élection du Conseil d'Etat du 6 octobre 2013

Le Conseil d'Etat a validé les opérations électorales du 22 septembre dernier suivantes :

Votation fédérale

- l'initiative populaire « Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire »;
- la modification du 14 décembre 2012 de la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail, LTr);

Votation cantonale

- la loi du 22 février 2013 modifiant la loi sur l'organisation judiciaire (LOJ) (Pour renforcer le Tribunal des baux et loyers) (10964);

Votation communale de Bernex

- la délibération du Conseil municipal de la commune de Bernex du 19 février 2013, donnant son accord à un indice d'utilisation du sol de 0.89 au sens du règlement de construction du village de Lully pour le projet de construction d'un quartier durable sis sur les parcelles Nos 4903 et 4904 fe 24 de la commune de Bernex au chemin de la Pesse et de déroger pour ce même projet à l'exigence d'un plan

d'aménagement et un complément préalable apporté au plan directeur, telle qu'énoncée à l'article 18 du règlement de construction du village de Lully.

La validation de la votation fédérale relative à la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme (loi sur les épidémies, LEp) interviendra ultérieurement au vu d'un recours ayant été interjeté au Tribunal fédéral contre l'arrêté du Conseil d'Etat du 30 septembre 2013 déclarant irrecevable le recours d'un citoyen contre cet objet.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a validé les résultats du premier tour de l'élection du Conseil d'Etat du 6 octobre 2013. L'arrêté sera publié dans la Feuille d'avis officielle du vendredi 1^{er} novembre 2013.

Enfin, en ce qui concerne la validation de l'élection du Grand Conseil du 6 octobre 2013, elle est du ressort du Grand Conseil, comme indiqué dans les articles 77 de [la loi sur l'exercice des droits politiques \(LEDP\)](#) et 18 de la [loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève \(LRGC\)](#).

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Second tour de l'élection du Conseil d'Etat du 10 novembre 2013 et votation du 24 novembre 2013: envoi du matériel de vote

Les électrices et électeurs genevois reçoivent ces jours-ci leur matériel de vote pour, d'une part, le second tour de l'élection du Conseil d'Etat, qui aura lieu le 10 novembre 2013, et, d'autre part, pour la votation populaire du 24 novembre prochain.

En effet, selon l'article 54 de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), les électrices et électeurs reçoivent leur matériel de vote pour une élection cantonale au plus tard dix jours avant le jour du scrutin, soit jusqu'au jeudi 31 octobre.

En ce qui concerne la votation du 24 novembre prochain, qui porte sur trois objets fédéraux et deux objets communaux (à Cologny et en Ville de Genève), l'article 53 de la LEDP stipule que les électrices et électeurs reçoivent leur matériel de vote au plus tôt quatre semaines avant le jour de la votation fédérale, mais au plus tard trois semaines avant cette date, soit entre le 28 octobre et le 1^{er} novembre 2013.

Si une électrice ou un électeur n'a pas reçu son enveloppe pour le second tour de l'élection du Conseil d'Etat dans le délai mentionné ci-dessus ou l'a égaré, il/elle peut appeler le service des votations et élections au 022 546 52 00 du lundi au vendredi entre 9h et 17h, le samedi 9 novembre entre 9h et 12h et le dimanche 10 novembre entre 10h et 12h.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Changements de conseillers et conseillères municipaux

Dans le courant du mois d'octobre 2013, le service des votations et élections a effectué sept changements d'élus municipaux :

- A Onex, M. Renaud Bernard, démissionnaire de la liste « Les Socialistes », a été remplacé par M. **Ismet Kurteshi**. Par ailleurs, M. Yves Hiltbold, démissionnaire de la liste « PLR-Les Libéraux-Radicaux Onex », a été remplacé par M. **Félix Laemmel**.

- A Chêne-Bourg, Mme Géraldine Chanton, démissionnaire de la liste «Les Libéraux Chêne-Bourg,», a été remplacée par M. **Philippe Grandjean**.
- A Troinex, Mme Isabella Jaquier-Borella, démissionnaire de la liste « Les Verts », a été remplacée par M. **Thomas Jordi**.
- En Ville de Genève, M. Jean-François Caruso, démissionnaire de la liste « MCG - Mouvement Citoyen Genevois », a été remplacé par Mme **Estelle Marchon**.

En l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, deux élections complémentaires par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) ont eu lieu dans les communes suivantes :

- à Chêne-Bourg, Mme **Samia Aouad Alloua** a été élue sans scrutin sur la liste « MCG - Mouvement Citoyen Genevois », suite à la démission de Mme Fatima Kehrl.
- au Grand-Saconnex, M. **Francisco Bradley** a été élu sans scrutin sur la liste «Les Verts Grand-Saconnex », suite à la démission de Mme Lisa Mazzone.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 29.08.2013 modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (D 3 08) (Gains de loterie) (L11131)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2014
Loi du 29.08.2013 modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (D 3 08) (exonération fiscale de la solde allouée pour le service du feu) (L10905)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2014
Loi du 22.09.2013 modifiant la loi sur l'organisation judiciaire (LOJ) (E 2 05) (Pour renforcer le Tribunal des baux et loyers) (L10964)	Grand Conseil	Samedi 2 novembre 2013 (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
1 ^{er} novembre 11h00	Prestation de serment de nouveaux agents de détention	Salle du Grand Conseil	DS	Laurent Forestier ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67
14 novembre 15h00	Remise des diplômes aux nouveaux restaurants labellisés GRTA	Les Automnales, Palexpo	DIME	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16
22 novembre 11h00	Cérémonie d'inauguration de la rénovation du cycle d'orientation de la Florence	CO de la Florence Chemin du Velours 16 1231 Conches	DU DIP	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25 May Piaget ☎ 022 546 69 18